

# L'Approche Africaine Unique de la Bonne Gouvernance



ضمير الوطن



La relation entre la gouvernance, la paix, la sécurité et la corruption est profondément interconnectée. Pendant longtemps, chercheurs et décideurs politiques ont étudié sa nature, convenant que ces éléments s'entrelacent de manière à produire soit des résultats positifs, soit des pratiques négatives. Toutefois, le Rapport sur la gouvernance en Afrique 2019 montre que cette interaction n'est pas toujours directe ni prévisible, en raison des différences contextuelles et des dynamiques locales. En Afrique, de nombreux exemples montrent que la mauvaise gestion et la propagation de la corruption favorisent les conflits et l'instabilité. En revanche, les pays dotés de cadres de gouvernance solides et de faibles niveaux de corruption jouissent généralement de plus de stabilité et de sécurité. Briser ce cercle vicieux nécessite un effort coordonné pour améliorer la gouvernance, renforcer les institutions, réduire la corruption et s'attaquer aux causes profondes qui compromettent la stabilité et la sécurité.

## L'Ambassadrice / Marie Antoinette

■ Directrice exécutive du Secrétariat continental de l'APRM (Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs)

### L'Afrique peut-elle triompher dans sa lutte contre la corruption ?

L'Indice de perception de la corruption 2023 publié par Transparency International, classe 180 pays et territoires à travers le monde selon les niveaux de corruption perçus dans le secteur public sur une échelle de 0 (corruption élevée) à 100 (très propre). Il est à noter que chaque région sur la carte mondiale de l'indice oscille entre stagnation et recul dans sa lutte contre la corruption, et il en va de même pour le continent africain. Cependant, certains pays africains ont considérablement amélioré leur score au cours de la dernière décennie.

Alors que l'Afrique du Nord montre une légère amélioration, l'Afrique subsaharienne continue d'enregistrer le score mondial le plus faible, avec une moyenne de 33. Cela reflète les défis persistants liés à la corruption et aux conflits. En 2023, 90 % des pays de cette région ont obtenu un score inférieur à 50 sur l'Indice de Perception de la Corruption, soulignant l'ampleur des difficultés auxquelles cette zone est confrontée. Bien que la lutte contre la corruption reste un combat de longue haleine, elle nécessite des efforts concertés pour progresser. L'intégration de la société civile, des technologies et de la coopération internationale joue un rôle crucial dans cette bataille. Ainsi, une bonne gouvernance demeure essentielle face à un fléau profondément enraciné dans certaines structures politiques.

### Quel est le rôle du Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs (APRM) ?

Le Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs (APRM) est un instrument adopté volontairement par les États membres de l'Union africaine en tant qu'outil d'auto-évaluation. Il est souvent décrit comme une « approche africaine unique et innovante de la bonne gouvernance ». Son objectif principal est d'améliorer les dynamiques de gouvernance aux niveaux local, national et continental.

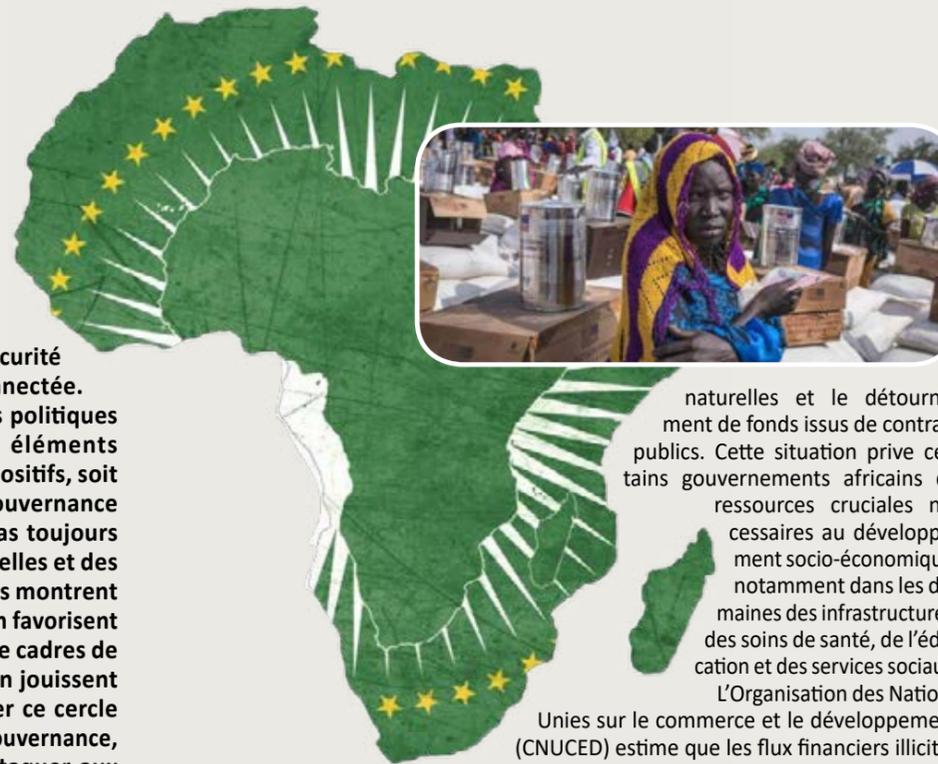
Le mandat du Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs

(APRM) garantit l'alignement des politiques et pratiques des États membres participants sur les valeurs et normes convenues en matière de gouvernance politique, économique et d'entreprise, telles qu'énoncées dans la Déclaration de l'Union africaine sur la démocratie, la politique et la gouvernance d'entreprise. En tant qu'outil volontaire d'auto-évaluation, l'APRM vise à promouvoir l'adoption de politiques et pratiques favorisant la stabilité politique, une croissance économique élevée, le développement durable et une intégration économique régionale et continentale accélérée par l'échange d'expériences et de bonnes pratiques, ainsi que l'identification des lacunes et des besoins en renforcement des capacités.

L'APRM (Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs) joue un rôle crucial dans la lutte contre la corruption. À travers ses évaluations exhaustives de la gouvernance, la corruption est identifiée comme un problème transversal nécessitant une approche globale en raison de son impact généralisé sur divers aspects de la gouvernance. Les résultats montrent que, malgré leur création, les autorités anti-corruption se heurtent à plusieurs obstacles dans certains pays africains, tels que des cadres juridiques fragiles et un manque d'indépendance judiciaire, compliquant la capacité de ces institutions à enquêter efficacement sur les affaires de corruption ou à engager des poursuites judiciaires. Cette situation rend difficile le suivi précis des affaires. De plus, certaines de ces autorités opèrent avec des budgets limités, ce qui restreint leur capacité à mener des enquêtes approfondies et à appliquer les lois de manière rigoureuse.

### Les pertes économiques en Afrique

L'instabilité et la mauvaise gouvernance ont engendré d'énormes pertes économiques sur le continent africain. L'Union africaine estime que la corruption coûte environ 150 milliards de dollars par an aux économies africaines, en raison d'activités illégales telles que la fraude, l'exploitation illégale des ressources



naturelles et le détournement de fonds issus de contrats publics. Cette situation prive certains gouvernements africains de ressources cruciales nécessaires au développement socio-économique, notamment dans les domaines des infrastructures, des soins de santé, de l'éducation et des services sociaux.

L'Organisation des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) estime que les flux financiers illicites drainent environ 88,6 milliards de dollars par an du continent africain, soit 4 % du PIB africain, limitant considérablement les ressources disponibles pour le développement. L'Institut pour l'économie et la paix (IEP) évalue le coût des conflits et de la violence à 195 milliards de dollars annuels, représentant environ 15 % du PIB africain. Ces conflits réduisent la croissance du PIB des pays concernés de 2 % à 10 % par an, avec des répercussions importantes sur le produit intérieur brut. La Banque africaine de développement (AFDB) estime qu'un climat d'instabilité politique entraîne une baisse annuelle de 5 % des investissements étrangers directs, exacerbant la fuite des capitaux et l'interruption des projets d'investissement. En outre, plus de 30 millions de personnes déplacées internes ou réfugiées en Afrique contribuent à la perte de potentiel productif et imposent un coût élevé aux pays d'accueil et aux agences internationales en aides humanitaires. Pour faire face aux conflits, des organisations comme l'ONU et l'Union africaine dépensent chaque année des milliards dans des missions de maintien de la paix, comme la mission AMISOM en Somalie, qui coûte environ 1 milliard de dollars par an. Ces fonds pourraient être redirigés vers des besoins de développement profitant directement aux citoyens.

La lutte contre la corruption nécessite un effort global et coordonné non seulement des institutions concernées, mais également des parties prenantes engagées dans la stabilité et le développement des conditions politiques et économiques des États membres de l'Union africaine.

### La Nécessité d'une Gouvernance efficace

Il est important de noter que la bonne gouvernance ne garantit pas l'éradication totale de la corruption. Certains pays dotés de structures de gouvernance solides continuent de faire face à des problèmes de corruption en raison de l'influence des grandes entreprises, des lobbies et de pratiques bureaucratiques enracinées. Ainsi, une gouvernance efficace est essentielle pour maintenir la paix et la sécurité. Les gouvernements transparents, responsables et réactifs renforcent leurs institutions, instaurent la confiance et gèrent les ressources de manière efficace, créant ainsi un environnement stable, réduisant les risques de conflits.

Le Rapport africain sur la gouvernance (2022) révèle des preuves issues de zones où des systèmes de gouvernance faibles où les groupes marginalisés ont souvent recours à la violence, à la rébellion ou aux troubles civils, en raison de leur sentiment ou perception d'exclusion des opportunités politiques et économiques. Ces dynamiques alimentent un cycle d'instabilité, affaiblissant les institutions de sécurité publique. Les fonds destinés à la défense, à la sécurité publique ou à la justice sont souvent détournés, laissant des lacunes qui permettent au crime, à la violence et aux émeutes de se propager. Ainsi,



L'Organisation des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) estime que les flux financiers illicites drainent environ 88,6 milliards de dollars par an du continent africain, soit 4 % du PIB africain, limitant considérablement les ressources disponibles pour le développement. L'Institut pour l'économie et la paix (IEP) évalue le coût des conflits et de la violence à 195 milliards de dollars annuels, représentant environ 15 % du PIB africain.

la mauvaise gouvernance et la corruption s'entre-tiennent mutuellement, rendant difficile la rupture de ce cercle vicieux d'insécurité et de conflits persistants.

### Les solutions

Premièrement : Si une relation réciproque existe entre la bonne gouvernance, la paix, la sécurité et la réduction de la corruption, alors la lutte contre la corruption nécessite un effort global et coordonné non seulement des institutions concernées, mais également des parties prenantes engagées dans la stabilité et

le développement des conditions politiques et économiques des États membres de l'Union africaine. Le premier de ces organes est l'APRM (Mécanisme africain d'évaluation par les pairs) qui est un outil précieux pour promouvoir l'autoévaluation, la coopération et l'échange des meilleures pratiques en Afrique. Les États membres de l'Union africaine doivent tirer parti de ce mécanisme, axé sur la responsabilité mutuelle et la transparence. L'activation de cet outil est conforme aux objectifs de développement plus larges de l'Afrique et dans l'ambition de l'Union africaine d'atteindre la paix, la sécurité et la prospérité sur l'ensemble du continent.

Deuxièmement : La Convention des Nations Unies de 2005 contre la corruption, ainsi que des institutions et organisations telles que la Fondation Mo Ibrahim, Transparency International, la Banque mondiale et d'autres organismes de contrôle, constituent des outils cruciaux dont les rôles comprennent non seulement la lutte contre les pratiques corrompues, mais aussi l'éducation et à l'autonomisation des populations à grande échelle. Enfin, la bonne gouvernance, la liberté de la presse, la démocratie et les principes de transition démocratique, tels que l'Etat de droit, la séparation des pouvoirs, les mécanismes de contrôle et d'équilibre, la transparence, l'intégrité et la responsabilité, doivent rester des valeurs fondamentales soigneusement préservées et profondément ancrées sur le continent africain. Ces efforts représentent un appel politique urgent pour renforcer la stabilité en Afrique.

### Biographie

L'ambassadrice Marie-Antoinette Rose-Catter est la directrice exécutive du Secrétariat continental de l'APRM (Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs). Elle possède plus de 20 ans d'expérience dans les domaines de la politique, de la diplomatie, des politiques publiques, de la Gestion, des médias et des communications. Elle a été membre du parlement des Seychelles ainsi qu'ambassadrice des Seychelles auprès de plusieurs États membres de l'Union africaine.